

demeurés calmes et vraiment patriotes au milieu de cette fièvre, il fut question de signer contre la guerre une protestation qui retomberait aujourd'hui de tout son poids sur cette autre presse, la presse courtisane, dont les étrangers ont pu réunir les articles comme des monuments d'ignorance et de sottise.

Cependant, on attendait anxieusement, les nerfs agités, la réponse du prince prussien. Le 11 juillet, M. de Gramont « pria la Chambre de se contenter, pour le moment, d'informations incomplètes », et, tandis que la gauche, étouffée par les clameurs de la majorité, accusait le ministère de « chercher un prétexte pour faire la guerre (1) », les bonapartistes acharnés, les conseillers intimes de l'empereur, M. Clément Duvernois, M. Jérôme David, eussent au contraire accusé le ministère de manquer d'énergie et de patriotisme.

Le 12 juillet, en effet, que faisait M. Duvernois ? Il déposait une demande d'interpellation ainsi conçue :

« Nous demandons à interpellier le cabinet sur les garanties qu'il a stipulées pour éviter le retour des complications incessantes avec la Prusse. »

Et, le lendemain, après la communication de M. de Gramont, relative au retrait de la candidature Hohenzollern, communication dont nous allons parler, que fait M. Jérôme David ? Il dépose, lui aussi, son interpellation :

M. LE BARON JÉRÔME DAVID. Après la réponse qui a été faite par M. le ministre des affaires étrangères, je dépose la demande d'interpellation suivante :

« Considérant que les déclarations fermes, nettes, patriotiques du ministère à la séance du 6 juillet ont été accueillies avec faveur par la Chambre et le pays ;

« Considérant que ces déclarations du ministère sont en opposition avec la lenteur des négociations avec la Prusse ;

« Je demande à interpellier le ministère sur les causes de sa conduite à l'extérieur, qui non-seulement jette une perturbation dans les branches diverses de la richesse publique, mais aussi risque de porter atteinte à la dignité nationale. »

Les bonapartistes ont depuis les désastres de 1870, essayé de rejeter sur d'autres que sur eux-mêmes la responsabilité de la déclaration de guerre. A les entendre, ils n'auraient point fait la guerre, ils l'auraient subie. M. Fernand Giraudeau, ex-chef de division au ministère de l'intérieur, a publié un volume spécial (2) pour prouver que l'empire avait été entraîné dans cette aventure par la France elle-même. L'empire y a entraîné la France, il l'a jetée à

(1) Incident E. Arago (11 juillet).

(2) *La vérité sur la campagne de 1870*, examen raisonné des causes de la guerre et de nos revers. (Paris, in-18. 1871.)

cet inconnu. D'ailleurs, l'opinion comptant sur notre organisation militaire, sur les déclarations de l'empereur lui-même affirmant solennellement dans ses discours, que nos ports, nos arsenaux, nos armements étaient incomparables, le public, la nation qui payait de ses deniers un budget de la guerre, ne pouvait-elle pas se croire en sûreté sous l'égide d'un *gouvernement fort* ? Mais non, l'empire voulait la guerre. L'impératrice en particulier poussait à ce terrible conflit. Et M. Paul de Cassagnac laissait échapper le secret des bonapartistes convaincus lorsqu'il écrivait dans le *Pays* : « Pour nous, la guerre est impérieusement réclamée par les intérêts de la France et par les besoins de la dynastie. »

Donc, il fallait la guerre. L'empire attendait la réponse de la Prusse en souhaitant, on peut l'affirmer, qu'elle fût une fin de non-recevoir. Le 12 juillet, cependant, M. Émile Ollivier, dans la salle des Pas-Perdus, faisait la fameuse déclaration reniée le lendemain par son collègue M. de Gramont, qui l'appelaient *un propos de couloir*.

« Nous n'avons jamais demandé que le retrait de la candidature du prince de Hohenzollern, disait M. Ollivier, nous n'avons jamais demandé que ça, et nos communications à la Prusse n'ont jamais porté sur le traité de Prague. — Il n'y a donc plus de candidature du prince de Hohenzollern ; nous n'en voulions pas : donc, plus d'incident. »

Le 13 juillet, M. le duc de Gramont lisait la communication suivante :

« L'ambassadeur d'Espagne nous a annoncé officiellement hier la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern à sa candidature au trône d'Espagne. (Mouvement.)

« Les négociations que nous poursuivons avec la Prusse, et qui n'ont jamais eu d'autre objet, ne sont pas encore terminées. Il nous est donc impossible d'en parler et de soumettre aujourd'hui à la Chambre et au pays un exposé général de « l'affaire. »

Ainsi donc, c'était la paix. L'empire venait de remporter une victoire diplomatique, dont le prix était évident. Sur un geste de la France, la Prusse avait conseillé à Léopold de Hohenzollern de se désister, et on pouvait réellement voir là une preuve de notre influence. Le malheur voulait que l'attitude provocatrice et superbe de M. de Gramont, lors de sa première déclaration, eût excité et bouleversé singulièrement l'opinion. Le sentiment public s'étonna que ce fût le prince Antoine et non le prince Léopold ou M. de Bismarck qui rendit réponse au gouvernement français. « Ce drame, qui commence par une tragédie pour finir comme une opérette, écrivait M. A. Guérault, ne satisfait personne. » Il satisfaisait au contraire tous ceux qui aiment vraiment la paix et leur patrie. Mais le ministère avait engagé la partie sur un terrain brûlant, il avait embouché le clairon guerrier, il avait



M. DE MOLTKE.

agité aux yeux de la France l'étendard de l'honneur national, il avait trouvé le moyen d'engager le pays avec lui dans une aventure détestable, il était forcé, par son attitude même des premiers jours, d'aller plus loin, et de garder le ton provoquant et les allures agressives.

C'est alors qu'il s'avisa de demander ce qu'il appelait des *garanties*. Cette garantie était l'engagement formel pris par la Prusse d'empêcher aucun prince allemand de régner sur l'Espagne. M. Benedetti reçut l'ordre d'exiger cette promesse du roi Guillaume.

M. Benedetti, physionomie effacée de scribe et de paperassier, corse, né d'un père grec, ancien consul au Caire, puis à Palerme, secrétaire en 1856 du congrès de Paris dont il rédigea les protocoles, ancien ambassadeur à Turin, était depuis quelques

années ambassadeur à Berlin. Déjà, en 1869, lorsqu'on avait mis en avant la candidature Hohenzollern, c'était M. Benedetti qui avait demandé des explications à la Prusse. M. de Thile avait engagé sa parole qu'il ne serait plus question de placer un prince allemand en Espagne. Cette fois, M. Benedetti devait s'adresser, non plus à M. de Thile, mais au roi lui-même.

Dès le 7 juillet, M. de Gramont télégraphiait à M. Benedetti de partir pour Ems où se trouvait Guillaume. Le roi, qui se rendait là en villégiature, répondait qu'il avait déjà déconseillé et bien antérieurement, au prince Léopold d'accepter la candidature au trône d'Espagne, que, cette fois, il n'avait pas été consulté de nouveau sur ce sujet, et que d'ailleurs, il n'était pas chef de maison princière de Hohenzollern. C'était en cette dernière

qualité que le prince Antoine avait répondu, ce dont les plaisantins de la presse légère en France s'étaient fort égayés, habitués qu'ils sont à rire de tout. Le roi, à coup sûr, pas plus que l'Allemagne, ne s'attendait à la guerre, et la surprise fut grande au delà du Rhin lorsque M. de Gramont déclara bien haut que la France entendait empêcher de s'établir un nouvel empire de Charles-Quint.

La *Correspondance de Berlin*, organe ministériel, espérait, disait-elle, que M. de Bismarck « arrangerait l'affaire. » En effet, les cercles bien informés regardaient, en Allemagne, après le retrait de la candidature, l'affaire comme terminée. Les dépêches officielles ne laissent aucun doute à ce sujet. Le 13 juillet, un agent français télégraphiait à Paris :

« Roi reste à Ems. Chauvins allemands disent affaire être pour Prusse second Olmütz. Tout terminé, Bismarck retourne Varzin après envoi d'Eulenburg à Ems. Gorschakoff parti pour Pétersbourg. Bourse monte. »

La *Gazette de la Croix* disait que maintenant « la seule question était de savoir si la France voulait la guerre. » Certes elle la voulait ou du moins son gouvernement la voulait pour elle. « Cette guerre, répétait l'impératrice Eugénie, c'est ma guerre, il me la faut. » Et M. Émile Ollivier, à propos de l'armée prussienne, s'écriait (le mot m'a été rapporté par M. Weiss) : « Nous soufflerons dessus. »

A cette même heure, la police impériale, d'ordinaire si vigilante et si implacable, laissait, chaque soir, des émeutes belliqueuses envahir les rues, rouler leur flot hurlant sur les boulevards, promener des drapeaux escortés par les blouses blanches, et crier : *Vive la guerre ! et : A Berlin !* jusque sous les fenêtres de l'ambassade prussienne. C'était un spectacle quotidien, à la fois irritant et fiévreux, bien fait pour plonger dans une mélancolique inquiétude ceux qui pensent que l'on ne se prépare à cette horrible chose, nécessaire parfois, qui s'appelle la guerre, que par cette sorte de reploiement sur soi-même, de gravité et de pensée, que les chevaliers autrefois avaient nommé la *veillée des armes*. Mauvaise méthode, en effet, pour engendrer l'héroïsme que de faire appel à l'épilepsie.

Cependant M. Benedetti continuait, avec une maladroite insistance, à demander, à exiger des *garanties* du roi de Prusse. Il se fit annoncer au roi, tandis que celui-ci était à table après l'avoir abordé pendant qu'il prenait le frais sur la promenade. C'était s'exposer à trouver porte close. Le roi fit répondre par un officier de service qu'il recevrait volontiers M. Benedetti, lui faisant personnellement visite, mais non M. Benedetti venant lui parler d'affaires au nom du souverain des Tui-

leries. M. Benedetti envoyait alors, en se retirant, cette dépêche à son ministre :

« Le roi a reçu la réponse du prince de Hohenzollern ; elle est du prince Antoine, et elle annonce à Sa Majesté que le prince Léopold, son fils, s'est désisté de sa candidature à la couronne d'Espagne. Le roi m'autorise à faire savoir au gouvernement de l'empereur qu'il approuvait cette résolution.

« Le roi a chargé un de ses aides de camp de me faire cette communication, et j'en reproduis exactement les termes. Sa Majesté ne m'ayant rien fait annoncer au sujet de l'assurance que nous réclamons pour l'avenir, je sollicite une autre audience pour lui soumettre de nouveau et développer les observations que j'ai présentées ce matin.

« A la demande d'une nouvelle audience, le roi m'a fait répondre qu'il ne saurait reprendre avec moi la discussion relativement aux assurances qui devaient, à notre avis, nous être données pour l'avenir. Sa Majesté m'a fait déclarer qu'elle s'en référerait à cet égard aux considérations qu'elle m'avait exposées le matin, et dont je vous ai fait connaître la substance dans mon dernier télégramme. »

M. Émile Ollivier devait apprendre au Corps législatif la suite de l'incident :

« Je crois devoir, dit-il (séance du 15 juillet), vous transmettre la copie à peu près textuelle de la dépêche télégraphiée par M. le comte de Bismarck :

« Après que la renonciation du prince de Hohenzollern a été communiquée officiellement au gouvernement français et au gouvernement espagnol, l'ambassadeur a demandé à Sa Majesté le roi, à Ems, de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté s'engageait à refuser à tout jamais son consentement, si le prince de Hohenzollern revenait sur cette détermination. Sa Majesté a refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur, et lui a fait dire par un aide de camp qu'elle n'avait pas de communication ultérieure à lui faire. (Mouvement.)

« Cette nouvelle du refus de recevoir notre ambassadeur n'a pas été dite à l'oreille des ministres ; on l'a répandue dans l'Allemagne entière, les journaux officieux l'ont reproduite dans des suppléments, et, dans certains endroits, ces journaux ont été affichés sur les murs. Les ministres prussiens l'ont annoncée partout à leurs confrères : c'est le bruit de l'Europe. En même temps, le baron de Werther recevait un congé. Dans la nuit du 13 au 14, les mesures militaires commençaient en Prusse. »

Ce dernier renseignement n'est pas tout à fait exact.

La Prusse s'attendait si peu à l'insistance que mettait le gouvernement français à faire de cet incident un cas de guerre, qu'elle se considérait comme surprise par la France, exactement comme elle

avait elle-même surpris l'Autriche en 1866. M. le colonel Stoffel, notre attaché militaire à Berlin télégraphiait en effet à Paris que les Berlinoises s'attendaient à voir « une armée française toute prête à franchir le Rhin. » M. de Bismarck, M. de Moltke étaient stupéfaits, perdaient un peu de leur sang-froid. « *Le trouble règne dans les esprits*, écrivait M. Stoffel. » Mais M. Ollivier ne disait pas vrai en affirmant que, dans la nuit du 13 au 14 juillet, les mesures militaires commençaient en Prusse. L'ordre de mobilisation n'arrivait que le 15 au matin ; il s'étendait en revanche à toute l'Allemagne, et, vu l'urgence, la durée de la période de mobilisation était, pour chaque corps d'armée, réduite à onze jours, le 15 juillet compris.

« Après vingt jours, comptés à partir du 15 juillet, ajoutait M. Stoffel (dépêche du 16), la Prusse aura, sur différents points de nos frontières, plusieurs armées de 100 à 120,000 hommes. »

Cependant la guerre n'était pas officiellement déclarée. Elle le fut le 15 juillet, au Sénat, par M. de Gramont, au Corps législatif, par M. Ollivier. Journée douloureuse, à jamais funeste où M. Émile Ollivier, de sa voix gasconne, et de son geste devenu frénétique, nerveux, osa déclarer à la face du monde qu'il entraînait d'un cœur léger dans les voies de la guerre. Du moins M. de Gramont, pâle, correct et froid, dressant sa haute taille, laissant tomber ses paroles avec une lenteur calculée, garda-t-il dans cette circonstance quelque chose d'une dignité théâtrale et composée. Mais M. Ollivier, fiévreux comme un mauvais joueur qui risque la partie suprême, parla au nom de la patrie livrée à son caprice inhabile, comme il eût plaidé un méchant procès. Pauvre France donnée en pâture à cet avocat sans idée, gonflé de vanité et de l'ignorance des vraies nécessités du présent !

Cette partie de la séance du vendredi 15 juillet mérite au surplus d'être conservée :

M. ÉMILE OLLIVIER. De ce jour, commence pour les ministres, mes collègues et pour moi, une grande responsabilité ! (Oui ! à gauche). Nous l'acceptons le cœur léger... (Vives protestations à gauche).

M. BAUDAIN. Dites attristé !

M. ESQUIROS. Vous avez le cœur léger, et le sang va couler !

M. OLLIVIER. Oui, d'un cœur léger, et n'équivoquez pas sur cette parole, et ne croyez pas que je veuille dire avec joie ; je vous ai dit moi-même mon chagrin d'être condamné à la guerre. Je veux dire d'un cœur que le remords n'alourdit pas, d'un cœur confiant, parce que la guerre que nous faisons, nous la subissons...

M. EM. ARAGO. Vous la faites !

*Le cœur léger !* Il déclarait la guerre d'un cœur léger, — ou, comme il disait encore, d'un cœur que le remords n'alourdit pas. — lui, ce même homme qui

avait jadis, en parlant de la guerre, écrit ces lignes et rappelé tels fragments de ses discours qui devaient, si le remords lui était connu, l'effacer de leurs souvenirs :

« On m'a plus d'une fois, écrit-il dans son livre *Le 19 Janvier*, conseillé de ne pas m'engager sans retour dans la cause de la paix, que, jusqu'à nouvel ordre du moins, M. Rouher avait adoptée. Je m'y suis refusé. La paix étant pour moi le premier des intérêts de la civilisation et surtout le premier des intérêts du peuple, je me suis séparé pour la défendre aussi bien de M. Émile de Girardin que de M. Thiers. Je n'ai pas voulu admettre « que la grandeur de mon pays ne fût composée que de la petitesse des autres, et que la manière noble d'être Français fût d'empêcher les Allemands d'être Allemands, et les Italiens d'être Italiens. » Quand on m'a objecté le patriotisme, j'ai répondu : « Le patriotisme nous est commode à nous, il nous suffit de quelques belles phrases dans un discours, et d'une somme de trois ou quatre mille francs » que nous payons une fois dans notre vie pour ne pas servir (murmures sur plusieurs bancs) ; au contraire, « le patriotisme pour le peuple, pour cette multitude de travailleurs que nous représentons et dont les intérêts doivent nous être sacrés, c'est le sacrifice des plus belles années de la vie, c'est l'éloignement du « foyer paternel », c'est quelquefois la mort. *On peut être prodigue de son propre sang, on doit être avare de celui des autres.* » (Séance du 23 décembre 1867.)

Et d'un cœur léger, trois ans après, il devenait, selon son expression, prodigue, non pas de son propre sang, mais du sang des autres.

Cette journée du 15 juillet mériterait de nous arrêter longtemps encore, mais nous avons déjà donné assez de développements aux origines de la guerre pour bien montrer de quelle façon elle fut déclarée et comment, sur quels prétextes, l'empire jeta la France dans ce redoutable conflit. Au Sénat, M. Rouher avait ajouté quelques mots à la déclaration de M. de Gramont, et il en avait appelé à l'épée de la France. Les sénateurs, aussitôt d'applaudir frénétiquement, sans se douter qu'ils applaudissaient leur propre chute et que le glas de la dynastie venait de sonner. Au Corps législatif, un homme, dont on ne saurait partager toutes les idées, mais à qui nul ne contestera le patriotisme absolu, M. Thiers, qui n'ignorait ni la force de l'Allemagne ni le dépourvu de la France, essayait vainement d'arrêter la majorité poussée vers la guerre par le ministère. « Je considère cette guerre, disait-il, comme une imprudence. Le moment est mal choisi. » Et il demandait ce que tout homme de sens devait réclamer à cette heure : la communication des dépêches qui prouvaient l'insulte faite à notre ambassadeur. « Je suis certain, ajoutait-il,